

# Affaire OOXML - Quand 6 pays disqualifient l'ISO

Nous aurons l'occasion d'y revenir mais la standardisation du format OOXML par l'ISO, dans des conditions de pression qui confinent au scandale, est certainement l'un des gros points noirs de l'année en cours.

Quatre pays, le Brésil, l'Afrique du Sud, le Venezuela, et l'Equateur, avaient officiellement remis en cause cette normalisation en faisant appel de la décision. Peine perdu, l'appel a été rejeté cet été. Plus rien ne s'oppose donc à ce que Office Open XML, le format de fichier bureautique défendu par Microsoft, devienne officiellement la norme ISO/IEC DIS 29500.

Ce qui n'empêche pas les pays en question (plus Cuba et le Paraguay) de dire après coup tout le bien qu'ils pensent de l'ISO dans cette déclaration<sup>[1]</sup> non diplomatiquement correcte que nous soutenons sans condition et qui rappelle au passage que nous avons déjà avec l'ODF une norme bureautique libre et ouverte satisfaisante.

Il est bien dommage que la France en soit absente mais cela n'est malheureusement guère étonnant quand on avait décidé de voter non pour finalement s'abstenir à la dernière minute.



## DECLARATION CONSEGI 2008

Nous, les sous-signés représentants de sociétés nationales en informatique du Brésil, d'Afrique du Sud, du Venezuela, de l'Equateur, de Cuba et du Paraguay, faisons part de notre déception après avoir pris connaissance du communiqué de presse émanant de l'ISO/IEC/JTC-1 et daté du 20 août concernant les recours déposés par les instances nationales du Brésil, d'Afrique du Sud, d'Inde et du

Venezuela. Nos instances nationales, conjointement à celle de l'Inde, ont chacune, indépendamment, fait part de leur grande inquiétude concernant l'ensemble du processus d'adoption rapide de DIS29500. Le fait que ces inquiétudes n'aient pas été traitées comme il se devait par une commission de conciliation entâche l'intégrité de ces institutions internationales de normalisation.

Nous ne gaspillerons pas plus d'énergie à faire pression sur nos organismes nationaux pour qu'ils continuent d'appuyer nos contestations, mais nous jugeons cependant qu'il est important de clarifier certains points :

1. L'assouplissement des règles pour permettre la procédure express pour DIS29500 nous interpelle. Que l'ISO TMB n'ait pas jugé utile d'accorder aux contestations l'attention nécessaire pour les étudier convenablement remet en question la confiance que nous pouvons accorder à ces institutions et à leur capacité à répondre à nos besoins nationaux.
2. L'empiètement de la norme en question sur la norme ISO/IEC26300 (Open Document Format) existante reste sujet à questionnement. Nos pays ont déjà fait d'importants efforts pour employer la norme ISO/IEC26300, l'une des principales raisons étant justement qu'elle avait obtenu le titre de norme ISO en 2006.
3. L'adoption à grande échelle d'une norme pour les documents est longue et coûteuse, des projets s'étalant sur plusieurs années ayant été initiés dans chacun de nos pays. Parmi nous, nombreux sont ceux à avoir allouer beaucoup de temps et de ressources dans cet effort. Par exemple, au Brésil, le processus de traduction de la norme ISO/IEC26300 en portugais a duré plus d'un an.

Les problèmes rencontrés au cours de l'année précédente nous ont tous mis dans des situations délicates. Au vu de l'incapacité de l'organisme à suivre ses propres règles, la capacité de l'ISO/IEC à se transformer en un organisme de normalisation ouvert et libre de toute influence, ce qui est une nécessité urgente, nous semble compromise. Il nous apparaît clairement maintenant que nous allons devoir, quoiqu'à contre coeur, ré-évaluer notre appréciation de l'ISO/IEC, en particulier en ce qui concerne sa pertinence vis à vis des différentes structures d'interopérabilité de nos gouvernements nationaux. Alors que dans le passé la mise en oeuvre au sein d'un gouvernement d'une norme ISO/IEC était automatiquement envisagée, cet état de fait est maintenant discutable.

Signataires :

Aslam Raffee (South Africa)

*Chairman, Government IT Officer's Council Working Group on Open Standards  
Open Source Software*

Marcos Vinicius Ferreira Mazoni (Brazil)

*Presidente, Servico Federal de Processamento de Dados*

Carlos Eloy Figueira (Venezuela)

*President, Centro Nacional de Tecnologías de Información*

Eduardo Alvear Simba (Ecuador)

*Director de Software Libre, Presidencia de la República*

Tomas Ariel Duarte C. (Paraguay)

*Director de Informática, Presidencia de la República*

Miriam Valdés Abreu (Cuba)

*Directora de Análisis, Oficina para la Informatización*

## **Notes**

[1] Merci à Olivier et Daria pour la traduction.

---

# **Soutenir le logiciel libre au Parlement européen**

Lu sur LinuxFr.

Pour être adoptée, la déclaration ci-dessous doit recueillir 393 signatures d'ici le 25 septembre 2008. Toutes les personnes qui soutiennent le Logiciel Libre en France et en Europe sont appelées à contacter leurs eurodéputés pour leur demander de signer cette déclaration lors de la session plénière de la semaine prochaine.



## Déclaration écrite sur l'utilisation des "logiciels libres"

19.5.2008 - 0046/2008

Échéance : 25.9.2008

*déposée conformément à l'article 116 du règlement par Jean Louis Cottigny, Pierre Pribetich, Michel Rocard, Bronislaw Geremek et Daniel Cohn-Bendit sur l'utilisation des "logiciels libres"*

Le Parlement européen,

- vu l'article 116 de son règlement,

A. considérant les disparités croissantes d'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication au sein de l'Union européenne, reflétées par l'établissement d'une fracture numérique, nouvelle cause de la disparité sociale contribuant à exclure une population déjà fragilisée,

B. considérant que ces nouvelles technologies sont devenues un outil essentiel dans des domaines aussi variés que l'emploi, la formation, l'information, etc...,

C. considérant aussi que les citoyens européens ont le droit inaliénable d'accéder sans contrainte aux documents et informations émanant des institutions les représentant,

D. considérant enfin que l'utilisation des "logiciels libres" apparaît comme un des moyens efficaces de réduction de cette fracture numérique et que cette solution mise en place par certains États membres au sein de leurs administrations apporte des résultats probants,

1. demande que l'Union européenne prenne les mesures nécessaires afin d'aider au financement de la recherche publique en matière de logiciels libres;
  2. demande au Parlement de faire migrer l'ensemble de son réseau informatique vers ce type de logiciels;
  3. charge son Président de transmettre la présente déclaration, accompagnée du nom des signataires, aux Parlements des États membres, au Conseil et à la Commission, afin qu'ils s'associent à cette démarche.
- 

## Pas si FACIL pour Microsoft au Québec

Plus de dix millions de dollars attribués **sans appels d'offres** à Microsoft par l'administration québécoise principalement pour cause de... passage à Vista de ses postes informatiques, c'était sans compter sur l'association FACIL qui à juste titre ne l'entend pas de cette oreille et a déclenché la procédure juridique.



Tout ceci est très bien expliqué dans cette dépêche de LinuxFr. Je me suis juste permis d'y ajouter ci-dessous le tout frais petit extrait du journal télévisé local de Radio-Canada (ne serait-ce que parce que c'est pas tous les jours qu'on peut voir notre manchot préféré apparaître ainsi à l'écran à côté du présentateur).

Cette scandaleuse malheureuse histoire m'a fait penser aux recommandations du rapport Becta (il n'est pas conseillé de migrer vers Windows Vista, les coûts sont importants et les bénéfices incertains, idem pour MS Office 2007 qui n'est pas capable en l'état d'offrir une convaincante interopérabilité, etc.). Elles étaient

certes destinées au secteur éducatif mais elles demeurent selon moi pertinentes pour l'administration publique dans son ensemble<sup>[1]</sup>.

Quoiqu'il en soit nous soutenons sans réserve la FACIL dans son initiative, quand bien même je ne puis m'empêcher de penser aux administrations de tous les pays qui n'ont pas de FACIL pour leur ouvrir les yeux.

Ceci dit il faut également reconnaître qu'il n'est pas toujours évident pour le logiciel libre d'apparaître dans ces fameux appels d'offres des marchés publics si il n'est pas soutenu par des structures (le plus souvent des sociétés de services) qui soient capables de bien communiquer dessus et de monter des projets solides qui donnent confiance aux *décideurs pressés*. Mais heureusement expérience, maturité et, comme ici, *activisme citoyen* font évoluer favorablement une situation qui ne pourra plus se permettre de l'oublier.

Dans le communiqué de presse, reproduit ci-dessous, on remarquera qu'ils prennent exemple sur la situation de l'administration française. C'est un honneur mais même chez nous il reste encore beaucoup à faire notamment dans l'éducation.



—> La vidéo au format webm

*URL d'origine du communiqué de presse*

**Montréal, le 28 août 2008** - FACIL, association à but non lucratif, qui prône l'appropriation collective de l'informatique libre, dénonce les pratiques d'achats de logiciels nécessaires à l'administration publique sans appel d'offres de la part du Gouvernement du Québec. FACIL a déposé une requête en Cour supérieure du

Québec pour faire cesser ces agissements car elle considère ces pratiques comme contraire au Règlement sur les contrats d'approvisionnement, de construction et de services des ministères et des organismes publics (R.Q. c. A-6.01, r.0.03) et à l'intérêt du Québec.

Au Québec, l'accès aux marchés publics est la règle alors que l'attribution de contrat sans appel d'offres est l'exception. En principe, un marché doit être ouvert à tous, de manière transparente et équitable. Les solutions et les propositions déposées doivent être évaluées objectivement à partir de critères reconnus et acceptés de tous. De plus, la loi impose que les marchés publics doivent favoriser le développement économique local et les technologies québécoises.

FACIL a constaté que des contrats d'achats de logiciels qui totalisent plus de 25 millions de dollars durant la période de février à juin 2008, ont été obtenus par de grandes multinationales par avis d'attribution sans passer par le processus normal d'appel d'offres. Ces achats se font au détriment de l'industrie du service en logiciel basée sur le logiciel libre au Québec et sont un obstacle au développement des entreprises québécoises dans le secteur des technologies de l'information. FACIL dénonce cette façon de procéder qu'elle considère intolérable, illégale et contraire à l'intérêt de la société québécoise.

Une politique rigoureuse et déterminée d'utilisation de logiciels libres dans les administrations publiques permettrait la création de très nombreux emplois durables, ainsi que des économies substantielles en licences de logiciels et inutiles mises à jour. Cependant, trop souvent l'administration québécoise refuse d'envisager et même d'évaluer l'option du logiciel libre.

Alors que la plupart des pays industrialisés ont débuté, depuis plusieurs années, la migration de leurs infrastructures technologiques en utilisant des logiciels libres, l'administration publique québécoise accuse déjà un retard prononcé. Parmi de nombreux exemples, en France, des centaines de milliers de postes de travail de fonctionnaires migrent vers des logiciels libres et, au Pays-Bas, l'administration publique, l'une des plus modernes du monde, a décidé d'interdire l'utilisation de logiciels propriétaires dans le secteur public.

Malgré de nombreuses initiatives, et devant le refus de dialogue et de concertation des responsables de l'administration publique, FACIL a décidé d'en

appeler à la justice afin d'exiger que la loi sur les marchés publics soit respectée par le Gouvernement.

## Notes

[1] Crédit photo : Arturo de Albornoz (Creative Commons By-Sa)

---

# Le bilan positif de Linux à Assemblée Nationale est-il passé inaperçu ?



Les lecteurs réguliers du Framablog sont certainement déjà au courant : il y a un an on nous annonçait l'arrivée de GNU/Linux à l'Assemblée Nationale<sup>[1]</sup> ainsi présenté sur le site officiel de la noble institution :

*« Un équipement micro-informatique standard est mis à la disposition de chaque député, dans son bureau à l'Assemblée nationale. Chaque député dispose de deux postes micro-informatiques configurés avec des logiciels libres (Linux pour le système d'exploitation et Open office pour la suite bureautique). »*



Un an après, il était légitime de dresser le bilan d'une opération à haute valeur symbolique. Ce qui fut fait et bien fait notamment par le CIO qui a eu l'excellente idée de réaliser des entretiens vidéos de trois députés.

Extraits de l'interview du député des Alpes Maritimes Rudy Salles :

*« La raison pour laquelle on est passé d'un système à l'autre, je ne crois pas qu'il y avait un mécontentement vis-à-vis de Windows, sincèrement je ne le crois pas; mais il y avait la volonté peut-être de n'être pas sous la coupole d'un monopole comme Windows, et d'essayer justement le logiciel libre. C'était un peu une décision politique à l'époque, qui a été assumée d'ailleurs par quasiment tous les groupes de l'assemblée nationale. Et donc les services ont fait des prouesses pour passer d'un système à l'autre en quelques mois. On est arrivés l'année dernière, non seulement on avait un nouveau système informatique, l'Assemblée Nationale était en chantier partout, ça a été un tour de force que d'arriver à faire fonctionner tout ça. Et je dois dire que les services s'en sont pas mal sortis, même s'il y a eu quelques ratés au démarrage, mais enfin, finalement, l'un dans l'autre, à part les quelques semaines de démarrage un peu difficiles, et de réaménagement dans les bureaux etc., on peut dire que le passage s'est fait de façon très correcte..*

*Il a été moins compliqué que ce que l'on pouvait penser. On ne perd pas totalement ses repères. Il y a évidemment une présentation différente, mais on peut dire que les grandes fonctionnalités, on les retrouve assez vite. Alors c'est vrai que l'on change un peu ses habitudes, mais vous savez, quand vous passez de Windows XP à Vista, ou à un autre système, finalement là aussi vous êtes obligés d'évoluer et de changer un peu vos habitudes. Donc ça, ça s'est fait assez rapidement. Les services, d'ailleurs, informatiques de l'Assemblée mettaient à disposition des députés et des collaborateurs des stages de formation, et bien nous avons fait le bilan de ces stages de formation, il n'y a eu quasiment personne qui est venu aux stages de formation, parce que finalement tout le monde s'en est sorti tout seul.*

*Sur nos impôts. Et je peux vous dire qu'à l'intérieur des membres du bureau de l'Assemblée Nationale, il y avait un certain nombre de gens qui étaient plutôt réservés sur le Logiciel Libre, et qui étaient plutôt attachés à Windows, par tradition, je dirais, par pratique, et qui finalement se sont rendus compte qu'à l'usage nous avons les services les mêmes, équivalents, parfois mieux, parfois*

*moins bien, mais à la marge; en tout cas au moins équivalents. Mais surtout quand on a fait les comptes, 500 000 euros moins cher, là ça commence à compter et tout le monde se rend compte que nous avons eu probablement raison de prendre cette décision il y a quelques années. »*

Extraits de l'interview du député des Landes Alain Vidalies :

*« La vérité c'est que même ceux qui n'étaient pas des férus d'informatique, pour qui c'était un outil essentiellement, ont vite appris. Ça a été bon uniquement des sigles différents qui sont apparus pour nous, bon, système d'exploitation Kubuntu qui apparait tout d'un coup. Mais dans la pratique aujourd'hui, avec le recul, je peux dire que ça a été, y compris pour quelqu'un qui n'était pas très attentif à ces questions-là, en tant qu'utilisateur, pour mon travail parlementaire aujourd'hui, je suis complètement satisfait de ce nouveau système. Et je pense que ceux qui réfléchissent, je pense à des collectivités locales, ou peut-être à des entreprises, à la difficulté de passer sous Linux, n'ont aucune crainte à avoir, parce que je suis un témoin privilégié du fait que quelqu'un qui remplissait toutes les conditions pour être un utilisateur dérouté, est en fait aujourd'hui un utilisateur parfaitement satisfait.*

*Et il faut pas penser que le temps de Windows c'était un temps merveilleux; il y avait aussi beaucoup de problèmes, de bugs, et il y en a pas plus aujourd'hui qu'avant, et même plutôt moins d'ailleurs, statistiquement. »*

Cela fait non seulement plaisir à entendre mais cela nous est également d'une aide précieuse lorsqu'il s'agit d'essayer de parler *alternatives libres* à un public non averti. « J'ai le même système d'exploitation que mon député à l'Assemblée », peut-on lui dire malicieusement pour aiguïser sa curiosité.

Toujours est-il que voici donc ma sélection de liens qui ont évoqué ce premier anniversaire plutôt réussi :

- Linux à l'Assemblée nationale : trois députés racontent (LeMondeInformatique)
- Retours d'expérience de députés suite à la migration de leur poste de travail en logiciel libre (APRIL)
- Bilan positif pour Linux à l'Assemblée nationale (DLFP)

- Linux à l'Assemblée nationale : un premier bilan positif (ZDNet)
- Les députés globalement satisfaits par GNU/Linux et Ubuntu (Generation-NT)

Et c'est là que selon moi le bât blesse : au delà du double cercle des informaticiens et de la communauté du logiciel libre, il semblerait que l'information n'ait intéressée... personne !

Cette affirmation péremptoire est à vérifier mais une simple recherche Google sur bilan linux assemblée nationale laisse perplexe. Aucun grand média qu'il fut papier ou même en ligne (Rue89, Mediapart, etc.) n'a jugé bon d'en parler dans ses colonnes.

Il y a bien sûr des choses plus importantes de part le monde mais c'était tout de même possible de sacrifier, disons, un article parmi mille lié aux Jeux Olympiques pour nous relater l'évènement non ?

## Notes

[1] Crédit photo : Tux monitoring the french "Assemblée Nationale" par *François Schnell* sous licence Creative Commons BY.

---

# Quand Jacques Attali nuance son propos sur le logiciel libre

Jacques Attali, venu à l'AG du Syntec Informatique (le 5 juin dernier à Paris) faire le point sur sa fameuse Commission, semble n'avoir qu'un seul remord : celui de ne pas avoir assez insisté sur « l'importance de l'industrie du logiciel » (logiciel libre inclus ou exclu ?).

Et de préférer désormais l'expression logiciel *ouvert* ou *open source* à celui de *logiciel libre* dont il n'aime pas le mot libre : « ce n'est pas vrai, c'est pas plus libre qu'un autre, l'école libre elle n'est pas libre, elle est privée ».<sup>[1]</sup>



—> La vidéo au format webm

Un commentaire à chaud ?

## Notes

[1] Source Vidéo : Dailymotion - Luc Fayard (InfoTechArt.com)

---

# Lorsque vous démarrez votre ordinateur vous vous engagez politiquement

« Mais que fais-tu donc derrière ton ordinateur ? » est une question qui me revient assez souvent. Lorsque je dispose d'un peu de temps devant moi il m'arrive de répondre d'aplomb : « Je participe à la prochaine révolution ! ».

C'est vrai après tout. Tant qu'à y passer du temps autant que ce soit pour une bonne raison ☐

C'est évidemment une boutade à la limite de la provocation mais elle a le mérite de piquer la curiosité de mon interlocuteur. Et alors de lui évoquer en vrac le logiciel libre, son mouvement, sa culture, ses extensions du domaine comme

Wikipédia, Creative Commons, PLoS, etc.

Bref, en gros, tout ce que contient cette nouvelle traduction (by Olivier et Daria from Framalang Institute). C'est un article *exotique* puisqu'il nous vient d'Inde. Mais il m'est plus familier que bon nombres d'articles de mes propres compatriotes. En imaginant qu'il y ait des V. Sasi Kumar dans tous les pays du monde, il y a de quoi être optimiste...

*Crédit photo : Vibrantly Rabari par Meanest Indian (Creative Commons By)*



## Une nouvelle vague de liberté

### **A new wave of freedom**

*V. Sasi Kumar - Mai 2008 - Frontline Magazine (India)*

Le nouveau mouvement de liberté, dans les logiciels, le savoir, la publication et le commerce va complètement bouleverser notre manière de penser, de faire les choses et d'interagir.

*« Toute action qui est dictée par la peur ou par la contrainte de quelque nature que ce soit cesse d'être morale »*

*Mahatma Gandhi*

Politiquement, nous ne jouissons pas de certaines libertés que nous méritons. Une nouvelle vague de mouvements pour la liberté, pour rendre concrètes ces libertés, balaie actuellement le monde, un mouvement qui modifiera notre façon de penser, notre façon de faire les choses et notre manière d'interagir. Il a pris sa source aux États-Unis et vise à libérer les gens des serres des monopoles capitalistes. Ici le rôle de Gandhi est joué par une personne extraordinaire qui porte les cheveux longs et a une longue barbe, un homme qui répond au nom de

Richard Mathew Stallman, qui rejette avec énergie toute comparaison à Gandhi ou Nelson Mandela.

Gandhi disait « Tant que nous ne sommes pas complètement libres nous sommes des esclaves ». L'évolution des technologies a permis à l'humanité de jouir d'une plus grande liberté. Cependant, des intérêts particuliers, avec l'aide des législateurs, parviennent maintenant à empêcher la société de jouir de cette liberté. Par exemple, avec l'avènement des ordinateurs et d'Internet, les données, les informations et la connaissance peuvent être transmises instantanément à la condition que des deux côtés il y ait ordinateur raccordé à Internet. Toutefois, certaines de nos lois conçues pour une ère dépassée empêchent les peuples de profiter pleinement de cette technologie.

Le nouveau mouvement de liberté parvient à se frayer un chemin autour de ces lois. Et, de façon intéressante, ce mouvement n'est mené par aucun parti politique ni aucun activiste politique, mais bien par des programmeurs informatiques (ou hackers). Voyons de quelles manières nos libertés sont réduites et par quels moyens nous pouvons les reconquérir même au sein du paradigme actuel.

Lorsque vous démarrez votre ordinateur vous vous engagez politiquement. Cela peut vous paraître absurde de chercher un aspect politique à une chose aussi triviale. Mais c'est là un fait. A l'aube de l'informatique, ce sont les utilisateurs qui écrivaient leurs propres programmes et se les échangeaient selon leurs besoins. Personne alors ne détenait de droit exclusif sur ces programmes. A l'époque les ordinateurs étaient imposants et chers, ils occupaient souvent une salle entière mais étaient bien moins puissants que les PC d'aujourd'hui, même les plus petits. A mesure que la technologie a évolué les ordinateurs sont devenus plus petits et aussi plus puissants.

C'est vers le début des années 80 que les fabricants d'ordinateurs ont commencé à imposer ce qu'on appelait des accords de dissimulation aux programmeurs qu'ils engageaient pour écrire les logiciels. Ces accords interdisaient aux développeurs de révéler le code source de leurs programmes (*NdT : leur secret de fabrication*). Et ainsi les logiciels sont devenus un produit que les utilisateurs doivent payer. Évidemment, certains utilisateurs ont continué à écrire des programmes pour leurs propres besoins, et ils continuent encore aujourd'hui, mais les logiciels *tout-prêts* sont devenus accessibles en échange d'un paiement et les utilisateurs d'ordinateurs se sont mis à les utiliser de plus en plus.

## Les logiciels pour tous

C'est en réaction à cette marchandisation du logiciel que Richard Stallman, alors employé du Laboratoire d'Intelligence Artificielle du Massachusetts Institute of Technology (MIT), a décidé de créer un système d'exploitation (ou OS pour operating system) et des programmes qui rendraient aux utilisateurs la liberté. Il croyait que les logiciels sont comme la connaissance (il les compare souvent à des recettes de cuisine) et que comme la connaissance les logiciels ne devraient pas être la propriété d'une personne ou d'un organisme. Ils devraient appartenir à l'humanité toute entière.

Stallman a écrit : « De quoi à donc besoin la société ? Elle a besoin d'informations qui sont réellement disponibles aux citoyens, par exemple des programmes que des gens peuvent lire, réparer, adapter et améliorer, pas seulement utiliser. Mais en général les propriétaires des logiciels ne fournissent qu'une boîte noire qu'on ne peut ni étudier ni modifier. La société a également besoin de liberté. Quand un programme est possédé, les utilisateurs perdent la liberté de contrôler une partie de leur propre vie. » (source)

Stallman a initié un projet nommé GNU pour créer des logiciels libres et il a décidé de façonner son OS libre d'après Unix qui était alors très populaire. Unix était un OS propriétaire qui pouvait gérer plusieurs utilisateurs simultanément, il pouvait interconnecter les ordinateurs et était très sécurisé. A l'époque, de nombreux programmeurs avaient pris l'habitude de baptiser un nouveau programme qui était similaire à un autre pré-existant en créant un acronyme signifiant que ce n'était justement pas ce programme.

Ainsi, par exemple, un nouvel éditeur de texte similaire à l'éditeur existant Emacs se nommait Eine pour Eine Is Not Emacs (*NdT : Eine n'est pas Emacs*). De même, Stallman baptisa son système d'exploitation GNU pour GNU is Not Unix. Il sera plus tard combiné avec le noyau Linux (la partie centrale d'un OS) pour donner naissance au système d'exploitation GNU/Linux. Il existe maintenant plusieurs noyaux qui peuvent être utilisés avec GNU, comme FreeBSD, Open Solaris etc.

« Pour les logiciels libres ce qui importe est la liberté, pas le coût. C'est une question de liberté, pas de prix. Le mot "libre" dans "logiciel libre" a une signification proche de celle dans liberté de parole, peuple libre ou pays libre et ne devrait être confondu avec une autre signification associée à coût zéro. Il faut

que vous voyez "logiciel libre" comme libre de fardeau, pas nécessairement libre de frais. Il faut le voir comme logiciel swatantra (*NdT : libre ou indépendant en sanskrit*) » précise la Free Software Foundation d'Inde. Les logiciels libres apportent quatre libertés aux utilisateurs :

1. La liberté de les utiliser sur un nombre illimité d'ordinateurs pour n'importe quelle tâche ;
2. La liberté de partager le logiciel dans votre cercle familial ou d'amis ;
3. La liberté d'étudier et de modifier le logiciel ;
4. La liberté de redistribuer les modifications.

*(NdT : toute la confusion entre libre et gratuit provient du double sens de "free" en anglais)*

La troisième liberté implique que ce que l'on appelle le code source (le texte compréhensible par l'Homme) du programme devrait être mis à disposition de tout utilisateur souhaitant l'obtenir. Mais on peut se demander ce que peuvent en faire les utilisateurs. Alors que la plupart d'entre eux seraient certainement incapables de l'étudier ou de le comprendre, sans même parler de le modifier, cette liberté permet à tout un chacun de demander à un programmeur de le modifier et permet également aux programmeurs de par le monde au moins d'étudier le programme pour vérifier que rien de ce qu'il contient ne constitue une menace pour les utilisateurs. Concrètement, les sociétés et autres organisations peuvent modifier le programme pour qu'il réponde à leurs besoins.

Stallman a rapidement démissionné du MIT par crainte que le MIT revendique les droits sur son travail. Il était quasiment une entreprise à un seul employé lorsqu'il a démarré le projet GNU en 1984 mais des dizaines de milliers de personnes du monde entier l'on rejoint ensuite. En 1985 il a lancé la Free Software Foundation (FSF). Aujourd'hui, en plus de la FSF à Boston aux Etats-Unis on retrouve des FSF en Europe, en Inde et en Amérique Latine. Et les logiciels libres sont devenus suffisamment puissants, et populaires aussi, pour défier la puissance de nombreuses entreprises de logiciels propriétaires.

## **Libre et populaire**

Par exemple, toutes les écoles du Kerala n'emploient que des logiciels libres et tous les ordinateurs du gouvernement du Kerala sont en cours de migration vers les logiciels libres. Les écoles de la province d'Estrémadure en Espagne en font



de même. Mais bien avant eux la ville de Munich avait déjà décidé de faire migrer tous ses ordinateurs vers des logiciels libres. De nombreuses entreprises et organismes gouvernementaux ont déjà effectué la migration (comme ELCOT dans la Tamil Nadu) ou sont en train de le faire (comme le Kerala State Electricity Board par exemple). Bien que le gouvernement du Kerala ait adopté une politique des TIC promouvant explicitement les logiciels libres, le gouvernement de l'Inde n'a pas encore pris une telle décision. Espérons que le gouvernement de l'Inde à son tour proclame la liberté des logiciels.

Les logiciels sont vraiment identiques à la connaissance comme l'a découvert Stallman. La ressemblance peut être établie de manière très détaillée. Plutôt que d'énumérer tous les arguments on peut signaler qu'un vaste ensemble de savoirs est disponible au format numérique et, pour un ordinateur, il n'y a pas beaucoup de différence entre un programme et un savoir numérisé comme un fichier texte, une image ou une vidéo. Dans ce cas il devrait être possible de libérer aussi la connaissance, tout comme le projet GNU a libéré les logiciels.

En mars 2000, Jimmy Wales, un entrepreneur américain de l'Internet, a lancé Nupedia, une encyclopédie en ligne dont le contenu est libre, le précurseur du Wikipédia actuel. Le contenu de l'encyclopédie était sous licence Nupedia Open Content License qui autorisait à n'importe qui de la copier, modifier et distribuer mais qui défendait quiconque d'en faire payer le contenu. Le contenu était rédigé par des volontaires dont les connaissances dans le domaine étaient évaluées par un comité et le contenu était soumis à révision avant publication. Les coûts de fonctionnement de Nupedia étaient couverts par Bomis, une entreprise Internet que détenait Wales.

Mais le succès de Wikipédia apporta un coup d'arrêt à Nupedia en 2003. Une majorité des contributeurs n'étaient pas satisfaits des lourdeurs du contrôle éditorial exercé sur les contributions et Stallman et la FSF étaient en faveur d'une plus grande liberté laissée aux contributeurs. Par conséquent la FSF a lancé une nouvelle encyclopédie appelée GNUPedia en 2001. Mais comme Wales possédait déjà le nom de domaine gnupedia.org elle a été renommée GNE (pour GNE is Not an Encyclopedia) sur la même idée que GNU.

GNE a eu une vie plus courte encore, en partie à cause de son incapacité à décider du poids du contrôle éditorial mais surtout parce que Nupedia a lancé Wikipédia en 2001 qui offrait une liberté totale et dont le contenu était placé sous

la GNU Free Documentation Licence. Apparemment ce serait Stallman qui aurait le premier évoqué l'idée d'une encyclopédie en ligne libre en 1999.

Même s'il a lancé GNE, depuis son échec, il supporte Wikipédia. Aujourd'hui Wikipédia est l'encyclopédie la plus populaire avec plus de deux millions d'articles rien que pour la langue anglaise et bien plus encore dans d'autres langues. Parmi ces autres langues on en dénombre huit qui dépassent les 300 000 articles chacune et huit autres encore qui dépassent la barre des 100 000 articles chacune.

On recense 254 langues du monde possédant au moins une page Wikipédia. Les dialectes indiens ne sont pas bien représentés dans Wikipedia. Le premier est le telugu avec 38 000 articles, suivi par le bishnupriya manipuri avec 23 000 articles, le bengali (17 000), l'hindi (16 500), le marathi (16 200) et le tamil (13 000). Aucun autre langage indien ne compte plus de 10 000 articles. Il est acquis maintenant que l'encyclopédie Malayalam, publiée par le gouvernement du Kerala, mettra tous ses articles sur Wikipédia.

Même s'il est vrai que le nombre d'utilisateurs d'Internet ne représente qu'un infime pourcentage de la population, ce pourcentage est amené à croître et la disponibilité de l'information en langues indiennes sera certainement d'une grande utilité à tous les Indiens, en Inde et à l'étranger.

Wikipédia est actuellement dirigée par une organisation à but non lucratif, la Wikimedia Foundation, grâce aux contributions du public. D'autres projets sont dans les cartons aujourd'hui, comme Wikibooks, Wikinews et Wiktionary. Tous les documents, y compris le texte et les illustrations, sur tous ces sites peuvent être copiés, modifiés et utilisés librement à toute fin sans violer de lois du droit d'auteur. C'est réellement la liberté du savoir.

Un autre projet connexe est WikiMapia. En reprenant une citation de Wikipédia : « WikiMapia est un projet inspiré par Google Maps et par Wikipédia. WikiMapia utilise les vues satellitaires de Google Maps et permet de les annoter avec un système wiki. Les Russes Alexandre Koriakine et Evgeniy Saveliev ont lancé ce projet le 24 mai 2006. Le projet est destiné à « cartographier et décrire la planète Terre » vue par satellite. Il fait partie des 1 000 sites les plus visités et recense plus de 6 millions d'endroits annotés. Alors qu'aucune inscription n'est requise pour éditer WikiMapia, plus de 153 000 utilisateurs partout dans le monde sont

actuellement inscrits. »

Le terme "connaissance" est utilisé ici dans une conception large et désigne aussi bien des articles que des livres, des histoires, des images, de la musique, des films, etc. Il faut se rappeler que chaque support possède certaines particularités que les autres n'ont pas. Ainsi par exemple, un article sur l'astronomie indienne contient principalement de la documentation issue de sources variées même si la présentation finale de l'information est celle propre à l'auteur. Mais une histoire (un roman, une nouvelle...) est le travail créatif émergeant complètement de l'imagination de l'auteur.

Ainsi, pour les humains, la connaissance se distingue des logiciels par une différence fondamentale. En effet, contrairement aux logiciels, certaines formes de connaissance ne se prêtent pas aux modifications anonymes. Par exemple, une interview avec une personnalité doit conserver sa forme et son contenu puisque c'est le compte-rendu d'une vraie conversation. Il serait dangereux de laisser quiconque la modifier.

D'un autre côté, la liberté pourrait être accordée, par exemple, de la publier ailleurs sans modification. De même, un artiste ne souhaiterait peut-être pas que n'importe qui puisse modifier sa peinture, même si cela ne poserait pas de problème. Il n'est donc pas suffisant de disposer d'une seule licence pour toutes les formes de savoir contrairement aux logiciels. Mais alors quelle est la solution ?

## **Creative Commons**

La solution a d'abord été proposée par Creative Commons (CC) en décembre 2002. CC a été lancé par Lawrence Lessig, Professeur à la Stanford Law School, avec quelques amis pour répondre précisément à ce problème. « Creative Commons a repris l'idée "offrir des licences de droit d'auteur libres" du Free Software Movement. Mais le problème que nous essayions de résoudre était quelque peu différent » dit Lessig.

En quoi était-il différent ? « Nous ne partions pas d'un monde sans culture propriétaire. Au contraire, la culture propriétaire avait toujours été là, les œuvres étaient protégées par un droit exclusif. (...) Mais globalement, le fardeau imposé par le droit d'auteur aux autres créateurs et sur la culture en général était léger. Et une somme importante de travail créatif pouvait se faire hors des contraintes de la loi. ... Tout ceci a commencé à changer avec la naissance des technologies

numériques et pour une raison que personne n'a vraiment cherché à comprendre. » (source).

Une autre raison a entraîné la formulation de ces licences. Après la Convention de Berne en 1886 il n'était plus nécessaire de déclarer un droit d'auteur. Toute œuvre originale tombe automatiquement sous le régime du droit d'auteur. Et finalement il n'est plus devenu nécessaire de marquer un document comme protégé par le droit d'auteur. Sauf déclaration contraire, tout document qui n'appartient pas au domaine public est protégé par le droit d'auteur.

Rien que de savoir si un document est protégé par les lois du droit d'auteur devient par conséquent difficile. Cela rend la ré-utilisation d'œuvres déjà disponibles très compliquée. De plus, les auteurs désirant offrir certaines libertés aux autres n'ont aucun moyen de le faire. Ils n'avaient le choix qu'entre le droit d'auteur et le domaine public (qui concède tous les droits à tout le monde).

Creative Commons propose plusieurs licences grâce auxquelles le créateur peut offrir certaines libertés aux gens, ou, comme le dit CC, *Certains Droits Réservés* en opposition au *Tous Droits Réservés* du régime "classique" du droit d'auteur. CC dispose de quatre licences principales : Attribution (notée by), Noncommercial (nc), No Derivative Work (nd) et Share Alike (sa) (*NdT : Paternité, Pas d'Utilisation Commerciale, Pas d'œuvre Dérivée et Partage à l'Identique*). Ces licences peuvent être combinées pour produire de nouvelles licences comme by-sa, by-nc-nd etc. qui sont plus utiles que les licences principales.

CC a également élaboré une Licence de Sample qui permet aux autres d'utiliser des portions de votre œuvre dans leur propre œuvre. Vous vous souvenez de la jeune auteure indienne, Kaavya Viswanathan, punie il y a quelques temps pour l'utilisation de passages d'autres livres dans sa nouvelle, même si les lecteurs appréciaient sa nouvelle ?

Un développement intéressant permis par CC a été la création d'un morceau de musique par la collaboration d'artistes qui ne se sont jamais rencontrés. Colin Mutchler, un défenseur de l'utilisation des médias et de la technologie pour donner envie aux gens de prendre des mesures en faveur d'une économie durable, a envoyé *My Life*, une chanson jouée à la guitare acoustique, sur Opsound, un répertoire de musique qui impose aux morceaux soumis d'être sous licence Attribution-Share Alike ; Cora Beth, une personne complètement inconnue de

Colin, y a ajouté un violon pour créer *My Life Changed*. Aucun avocat de la Propriété Intellectuelle n'a été consulté, ou maltraité, pour cela. Gilberto Gil, le ministre brésilien de la Culture et musicien lauréat d'un Grammy Award supporte la liberté de la culture et a sorti quelques-unes de ses musiques sous la licence CC Sampling.

## **Rentable également**

Une question qu'il est naturel de se poser est alors : est-ce que le créateur ne va pas perdre ses revenus s'il permet aux gens d'utiliser ses créations librement ? L'expérience montre que ça n'est pas le cas. Par exemple, les groupes de musique affirment que les téléchargements de musique libre en fait les aident à faire plus de concerts et leur source de revenus principale est la scène (source). Une recherche sur Google vous fera découvrir d'autres études de ce genre.

Comme Stallman et d'autres l'ont suggéré, un lien sur la page de téléchargement peut permettre aux utilisateurs d'effectuer un paiement volontairement. Pour une œuvre assez bonne cela peut apporter à son auteur une somme appréciable. De toute façon des copies illégales de la plupart des films ou des musiques sont disponibles gratuitement, particulièrement dans les pays émergents et rien n'est arrivé, ni à l'industrie de la musique, ni à celle du film.

Cependant, à long terme, les industries de l'édition, du disque et du cinéma pourraient avoir à adopter un nouveau paradigme qui pourrait être défini par les nouvelles technologies qui émergeront à coup sûr, même si ces industries se sont toujours montrées très attachés aux anciens paradigmes et qu'elles font tout ce qu'elles peuvent pour ne pas changer. Souvenez-vous des protestations de l'industrie de la musique lorsque l'enregistreur cassette a été inventé. Pourtant jusqu'à maintenant aucun changement drastique n'est en vue.

L'industrie du disque aux États-Unis a réussi à mettre le législateur de son côté pour subvenir à ses propres besoins au travers de la technologie des DRM (*NdT : Digital Rights Managements ou Mesures Techniques de Protection*) et une loi associée et le DMCA (*NdT : Digital Millenium Copyright Act dont la loi DADVSI est la transposition en droit français*). Stallman et les partisans du logiciel libre appellent les DRM Digital Restrictions Managements (ou Mesures Techniques de Privation). Les DRM empêchent en fait les gens de copier les œuvres incorporant cette technologie ou encore de jouer l'enregistrement sur un autre lecteur. Par

conséquent, le mot Restrictions (Privations) semble plus approprié.

Les fans de musique se sont opposés à cette politique et on peut trouver beaucoup d'articles sur le Web à ce sujet. Ils disent que les DRM les empêchent même d'exercer leur droit à la copie privée. Les opposants ont créé des logiciels qui peuvent outrepasser la technologie DRM. Mais le DMCA (*NdT : tout comme la DADVSI*) rend illégal la création ou l'utilisation d'une technologie visant à briser les DRM. Heureusement, ces lois ne sont actuellement en vigueur que dans quelques pays. L'industrie du disque fait pression sur l'Inde et d'autres pays pour adopter ces lois. Mais espérons que l'Inde choisisse d'offrir les bénéfices des technologies à son peuple plutôt qu'aux industriels.

Les publications dans des revues scientifiques étaient à l'origine faites pour communiquer les résultats des recherches à d'autres scientifiques. La première revue scientifique au sens moderne est le *Philosophical Transactions* de la Royal Society of London dont la publication a commencé en 1665. A l'époque, seule l'imprimerie permettait cette communication. La plupart des premiers journaux étaient édités par des sociétés de chercheurs comme la Royal Society. Avec l'augmentation du nombre de revues et de chercheurs, les éditeurs se sont dits qu'une manne leur tendait les bras.

Quelques grandes maisons d'édition ont investi le marché et, bizarrement, le prix des revues s'est aussi mis à augmenter. Finalement, la communauté scientifique a commencé à se révolter contre les revues qui faisaient payer le prix fort. En 2001, deux organisations ont co-publié *Declaring Independence*.

## **Rémunérer l'éditeur**

L'édition scientifique est à bien des égards différente des autres formes d'édition. Ici les articles sont rédigés par les chercheurs et relus par des chercheurs. Les éditeurs du journal sont souvent eux-mêmes des chercheurs également. Les maisons d'édition ne font qu'imprimer et envoyer le journal aux abonnés. Le salaire des chercheurs provient essentiellement de l'argent public. Leur travail de recherche est également financé par l'argent public. Et pourtant c'est la maison d'édition qui détient les droits sur les articles.

Les chercheurs et le public doivent s'abonner à ces journaux (ils doivent payer l'éditeur) pour avoir accès aux informations obtenues grâce à l'argent public. Et le prix des journaux a commencé à augmenter au point que certaines universités

parmi les plus aisées dans les pays industrialisés ont de plus en plus de mal à s'abonner à tous les journaux qui traitent de leurs activités. C'est dans ces conditions que les scientifiques ont commencé leur révolte. On attribue la naissance du mouvement à une pétition de 2001 à l'initiative de Patrick Brown et de Michael Eisen même si des voix isolées les précédaient.

Ainsi, Prof. Donald Knuth, auteur du classique *Art of Computer Programming* et inventeur de Tex, un langage de traitement de texte pour documents techniques, écrit : « J'adore ma bibliothèque et les autres bibliothèques que je visite fréquemment et ça me met en rage de voir les prix qu'ils imposent aux bibliothèques. J'ai donc écrit une lettre salée à Elsevier en août 2001 pour leur faire part de ma grande inquiétude quant à leur future politique de prix pour le *Journal of Algorithms*. Elsevier a cependant ignoré ma lettre et ne m'a pas répondu. » (source)

La pétition de Brown et Eisen appelait tous les scientifiques à s'engager à partir de septembre 2001 à ne plus soumettre leurs papiers aux journaux qui ne rendaient pas le texte complet de leurs travaux accessible à tous, librement et sans entraves, que ce soit immédiatement ou après un délai de quelques mois.

La fondation de la Public Library of Science (PLoS) a été la grande étape suivante du mouvement vers la libération des éditions scientifiques. Malgré le soutien d'un éminent prix Nobel, Dr. Harold Varmus, ils ont dû patienter quelques temps avant de devenir complètement opérationnels et de publier le journal *PLoS Biology* en 2003.

Maintenant ils éditent sept journaux dont le contenu est disponible librement sur Internet. Ils ont adopté un modèle où les auteurs des articles paient pour être publiés. Ils conservent un fond, comme le font d'autres journaux du même type, pour affranchir de tout paiement les auteurs de pays émergents ou les auteurs qui n'ont pas les moyens suffisants.

En Europe, la Budapest Open Access Initiative, qui est à la fois une déclaration d'intention, de stratégie et d'engagement, a été signée par plusieurs scientifiques lors d'une réunion organisée par l'Open Society Institute en décembre 2001. Aujourd'hui des milliers de scientifiques sont signataires de l'initiative. Elle a eu un impact très fort dans le monde entier, en particulier en Europe.

Plusieurs agences de recherche et de financement, comme le Organisation

Européenne pour la Recherche Nucléaire (CERN) et le National Institutes of Health (NIH), ont imposé l'accès libre pour toutes les publications issues de recherches qu'ils ont financées.

L'Accès Libre (AL) signifie que toutes les publications sont librement accessibles par les autres scientifiques et par le public. En fait, il offre toute liberté aux utilisateurs et demande simplement que l'auteur soit reconnu et que l'intégrité des documents soit conservée. Bien sûr il ne permet pas la ré-édition des documents, dans leur forme originale ou modifiée, comme les licences CC le font. Mais L'Accès Libre aux publications scientifiques est une avancée très importante dans des pays comme l'Inde.

Le gouvernement d'Inde devrait par conséquent imposer l'Accès Libre pour toutes les publications issues de recherches financées par l'argent public. Cela peut-être réalisé de deux manières : soit l'auteur affiche l'article sur son site Web, sur le site de son institut ou sur un site de centralisation (les revues qui permettent cela sont appelés AL vert) soit il peut publier dans des revues Accès Libre qui affichent leur contenu sur leur propre site Web (appelées AL d'or). Heureusement, une grande partie des journaux indiens sont AL. Mais la plupart des bons articles d'Inde sont publiés dans des journaux étrangers qui ne sont pas nécessairement AL.

## **La liberté dans le commerce**

Nous allons parler ici d'une nouvelle expérience menée en Inde. L'idée est de parvenir à une transparence totale du commerce. Une entreprise technologique nommée WikiOcean a vu le jour à Pune. L'entreprise est unique de part le fait qu'elle expose tout son fonctionnement sur son site Web, même ses transactions financières. Ils appellent ce genre de système un wékosystème, un jeu de mot entre wiki et écosystème. Comme l'explique le site Web : « WikiOcean est une organisation participative, non-propriétaire où les professionnels rejoignent un modèle de partage des bénéfices comme expliqué dans le wékosystème. »

Cette entreprise a été inspirée par la transparence des logiciels libres et, en fait, l'un de ceux que l'on pourrait appeler les catalyseurs (ceux qui régulent la structure et la dynamique de Wékosystème) est le président de la Free Software Foundation of India, Prof. G. Nagarjuna. L'entreprise travaille déjà sur quelques projets. Mais il est encore trop tôt pour juger des chances de survie d'une telle



entreprise. Souhaitons que tout se passe pour le mieux.

Une autre idée complètement exotique est de copier le modèle des logiciels libres pour d'autres produits. En d'autres termes rendre tous les besoins librement disponibles pour tous. Bien que ça puisse sembler absurde il ne faudrait pas rejeter cette idée puisque certains efforts à petite échelle ont été lancés et semblent fonctionner.

Cette idée est envisagée par un groupe pas si petit que ça qui s'appelle Oekonux (dérivé de oekonomie, le terme allemand pour économie et Linux). Vous pourrez en apprendre plus sur [www.oekonux.org](http://www.oekonux.org) et vous pouvez rejoindre leur liste de diffusion si vous êtes vraiment intéressés.

Comme nous l'avons vu, les nouvelles technologies apportent de nouveaux défis, de nouvelles idées. Et nous serons peut-être amenés à ré-écrire de vieilles lois qui avaient été créées pour des situations complètement différentes, un autre paradigme technologique.

Quand de nouvelles technologies apparaissent il nous faut changer nos lois pour nous adapter à la nouvelle donne afin que la société puisse pleinement bénéficier de la nouvelle technologie ou alors seule une petite portion de la société en récoltera tous les bienfaits. Et au rythme auquel la technologie évolue il ne va pas être facile de suivre toutes ses implications. Nos technocrates et nos législateurs vont devoir suivre le rythme.

*Cet article (et sa traduction) est publié sous licence Creative Commons Attribution Share Alike 2.5.*

---

## **Les deux oublis malheureux du Parti socialiste**



Le Parti socialiste vient d'élaborer un projet de « déclaration de principe » pour 2008, la cinquième seulement en un siècle.<sup>[1]</sup>

Loin de moi l'idée de m'embarquer dans un billet politique mais j'ai trouvé intéressante l'intervention de Maurice Ronai sur son blog à Mediapart.

Extrait :

***Deux oublis malheureux : la société de la connaissance et les nouveaux biens communs***

*L'aggiornamento s'avère malheureusement incomplet dans la prise en compte d'un aspect essentiel de la modernité : l'essor des technologies numériques*

*- les possibilité que ces technologies ouvrent en matière d'accès à la culture et de circulation des savoirs*

*- les capacités que ces technologies confèrent aux collectifs et aux personnes pour agir sur leur vie et sur la société*

*La Déclaration de principes 2008 passe à côté de la nouveauté radicale que constitue l'émergence de biens communs informationnels : la production coopérative de connaissances, de logiciels et de biens culturels fondée sur la libre collaboration, la production par les pairs et le partage peut s'avérer aussi efficace que les modèles de production marchand (entreprises) ou publics (services publics).*

*La Déclaration de principe reste enfermée dans une dialectique marché vs secteur public (rebaptisé Etat social). Les projets coopératifs de type Wikipedia, les logiciels libres, les publications scientifiques ouvertes échappent pourtant à cette dialectique marché vs service public.*

Je suis de ceux qui considèrent en effet qu'il en va aujourd'hui de la responsabilité

des partis politiques de ne plus passer à côté de la nouveauté radicale que constitue l'émergence de biens communs informationnels.

Quant au Parti socialiste, c'est d'autant plus dommage que le rapport Rocard pré-présidentiel semblait ouvrir la voie...

## Notes

[1] Crédit Photo : Ségolène Royal par manuel | MC sous licence Creative Commons By-Sa.

---

# OOXML - Le discours d'Oslo

*Le Framablog arrive un peu après la bataille pour ce qui concerne la triste nouvelle de la normalisation du format OOXML de Microsoft par l'ISO le 29 mars dernier.*

*Mais si nous avons perdu une bataille nous n'avons pas forcément perdu la guerre. Une guerre qui n'est pas dirigée contre Microsoft mais contre ses pratiques et pour la défense d'une certaine liberté.*

*C'est le sens et l'espoir porté par le discours<sup>[1]</sup> donné à Oslo juste après la normalisation par Steve Pepper accompagné de quelques manifestants légitimement scandalisés par les conditions générales du vote dont la Norvège ne fut pas la dernière à être soupçonnée d'irrégularité.<sup>[2]</sup>*



# Manifestation OOXML à Oslo : Le discours

## OOXML demonstration in Oslo: The speech

*Steve Pepper - 9 avril 2008 - Geir Isene*

La manifestation a pris fin il y a à peu près une heure, nous en reparlerons (avec des photos). Je vous retranscris ici le discours que Steve Pepper a tenu durant la manifestation, il résume très bien toute l'histoire de la normalisation d'OOXML :

Amis, bloggers, codeurs libres, défenseurs des standards ouverts !

Nous ne sommes pas ici pour cracher sur Microsoft.

Nous sommes ici car nous croyons aux standards ouverts.

Nous ne sommes pas ici aujourd'hui parce que nous sommes opposés à OOXML.

Nous sommes là car nous sommes opposés à OOXML en tant que standard ISO.

Nous ne sommes pas là pour discréditer l'ISO.

Nous sommes ici parce que nous voulons défendre l'intégrité de l'ISO.

Nous ne sommes pas là pour attirer l'attention sur le comportement scandaleux des membres de Standard Norway dont le métier est de représenter les utilisateurs et les vendeurs de logiciels norvégiens.

Et nous sommes ici car nous voulons empêcher l'adoption d'un standard numérique nuisible en Norvège.

Je reviendrai à cela rapidement. Je voudrais d'abord prendre quelques minutes pour rappeler un peu le contexte aux personnes qui ne comprennent pas les tenants et les aboutissants du problème. Accrochez vous.

Ce problème se rapporte entièrement aux documents, aux documents numériques pour être précis.

Je vous parle de la manière d'enregistrer les documents et de comment nous échangeons les documents entre nous. Je parle de ces documents que vous créez tous les jours : rapports, lettres, articles, dissertations, livres, thèses, feuilles de calculs et autres grâce à des programmes comme Microsoft Word et Excel.

Mais oublions les documents un instant et parlons plutôt de sèche-cheveux.

Voici un sèche-cheveux ordinaire que j'ai acheté dans un magasin ici en Norvège. Il a une prise. La prise a deux broches. Je peux brancher ce sèche-cheveux dans n'importe quelle prise électrique n'importe où en Norvège.



Si je peux le faire c'est parce que toutes les prises électriques sont les mêmes. Il existe un standard pour les prises électriques en Norvège.

Le même standard est utilisé dans une grande partie de l'Europe et même ailleurs dans le monde : si je vais au Danemark, je peux emmener ce sèche-cheveux, le brancher et il fonctionnera.

Ca serait pareil en Finlande, Suède, Allemagne et dans plein d'autres pays. J'ai juste à le brancher et il marche.

Mais si je vais en Angleterre je ne peux pas simplement le brancher parce que les prises électriques là-bas sont différentes. Elles ont trois broches carrées à la place de deux rondes.

Si je vais aux Etats-Unis ou au Japon je ne peux pas simplement le brancher parce que leurs prises électriques sont également différentes. Elles ont deux broches plates à la place de deux broches rondes.

Les documents sont comme les sèche-cheveux. On voudrait pouvoir les brancher dans n'importe quelle logiciel et pouvoir travailler dessus. Mais ce n'est pas possible aujourd'hui. Si vous créez un document avec Microsoft Word et que vous l'envoyez à quelqu'un d'autre, cette personne ne peut rien en faire à moins qu'elle ait Microsoft Word.

Je crois que ça n'est pas normal.



Les gens ne devraient pas avoir à donner de l'argent à Microsoft pour pouvoir lire des documents. Dans l'état actuel des choses, Microsoft a en réalité le contrôle sur les documents que vous et moi créons.

Il ne devrait pas en être ainsi.

Des standards ouverts peuvent résoudre ce problème et c'est pourquoi je crois en ces formats. C'est pourquoi j'ai passé ces 13 dernières années à représenter la Norvège en tant que volontaire dans un comité de standardisation international. J'ai travaillé sur plusieurs standards, dont SGML, XML et Topic Maps, et j'ai été Président du comité ISO norvégien depuis 1995.

Il y a deux ans, mon comité a approuvé la normalisation d'un standard ouvert pour les documents de bureau appelé ODF. ODF a été développé de manière ouverte et démocratique par une organisation appelée OASIS.

L'objet d'ODF était de proposer une alternative à ce que nous appelons les formats "propriétaires". Plutôt que des formats de documents qui sont détenus et contrôlés par une seule entreprise et qui vous obligent à utiliser un logiciel particulier, les gens à l'origine d'ODF voulaient définir un format ouvert qui permettrait de connecter vos documents à n'importe quel logiciel.

ODF a été développé, comme je l'ai dit, de manière ouverte et démocratique. Mais un membre important ne faisait pas partie du processus. Le vendeur qui domine le marché, Microsoft, a refusé d'y participer et il a refusé de supporter ODF depuis qu'il est devenu un standard.

Ils ont à la place décidé de créer un standard concurrent appelé OOXML et d'utiliser l'Ecma pour s'introduire à la dérobé dans l'ISO.

C'est la raison pour laquelle nous sommes ici aujourd'hui.



Nous ne sommes pas contre OOXML en lui-même. En fait nous sommes reconnaissant envers Microsoft pour, après vingt années de domination du marché, avoir documenté son format avec des spécifications ouvertes.

Nous sommes cependant contre l'approbation par l'ISO de OOXML. La raison est simple : il n'est pas dans l'intérêt des utilisateurs comme vous et moi d'avoir deux standards pour le même objet. Ca serait un peu comme si Microsoft venait ici et commençait à installer des prises électriques à 3 broches plutôt que 2 et qu'ils nous forcent ensuite à acheter leurs sèche-cheveux.

Nous ne sommes pas contre l'ISO non plus. Non protestons contre la manière dont a été corrompu par une grande multinationale ce qui jusque là avait toujours été une organisation transparente et démocratique où chaque pays a un vote.

Je ne hais pas Microsoft. J'aimerais accueillir Microsoft dans la communauté des standards, mais uniquement si Microsoft respecte les règles et en particulier l'esprit du processus de standardisation.

Microsoft a une mauvaise réputation dans la communauté des standards. Ils représentent le grand méchant loup, tout comme IBM il y a 20 ans. Mais IBM a prouvé qu'il est possible de changer.

J'espère que Microsoft aussi changera. Je pense que c'est possible. Mais cela ne se produira que si nous, les utilisateurs, les forçons à changer.

Microsoft a besoin de notre aide. Nous devons leur dire d'arrêter de se comporter comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. Nous devons les aider à comprendre que le travail sur les standards se fait dans la coopération, pas par le conflit. Les standards ne devraient pas être créés par la guerre. Ils devraient être créés grâce à la collaboration.



Microsoft a beaucoup à apprendre et cela prendra du temps. Ca prendra aussi du temps pour que Microsoft gagne la confiance de tous ceux dont ils ont saboté le travail durant ces vingt dernières années.

Microsoft affirme qu'ils croient maintenant aux standards ouverts. Il faut qu'ils comprennent qu'il faudra du temps avant que tout le monde ne leur fasse vraiment confiance. Ils doivent commencer par se montrer moins arrogants et plus humbles et ils doivent prouver par la pratique qu'ils pensent vraiment ce qu'ils disent.

Ils peuvent faire le premier pas en admettant s'être trompé en ne supportant pas ODF.



J'en appelle à Microsoft, qu'ils admettent que tenter de forcer OOXML par la procédure rapide de l'ISO était une erreur et j'attends d'eux qu'ils supportent ODF.

J'attends d'Ecma qu'ils retirent OOXML de l'ISO et qu'ils en gardent le contrôle. Nous en avons besoin pour les documents anciens.

J'attends de Standard Norway qu'ils admettent qu'ils ont eu tort d'outrepasser la décision de leur propre comité d'experts et qu'ils modifient le vote de la Norvège du Oui en Non.

J'attends du gouvernement norvégien qu'il se montre fort face à Microsoft et qu'il n'approuve pas OOXML comme un standard norvégien.

Finalement, j'attends des utilisateurs de part le monde qu'ils tournent leur regard vers la Norvège et qu'ils suivent notre exemple. A votre tour de manifester ! Révélez les irrégularités qui se sont produites dans votre pays ! Exigez de vos gouvernements qu'ils modifient leur vote pour qu'il reflète les intérêts des gens



ordinaires et non les intérêts des monopolistes et des bureaucrates.

Kjære nordmenn, vi er ikke alene. Chers norvégiens, nous ne sommes pas seuls.

Les pays représentant la majorité de la population du monde ont voté Non à OOXML et ils ont eu raison.



Permettez moi de citer juste un exemple. Il est tiré d'un discours donné par la Ministre Sud-africaine du Service Public et de l'Administration, Mme Geraldine J. Fraser-Moleketi. Elle l'a donné à la Conference on the Digital Commons and Open Source Software à Dakar au Sénégal il y a tout juste trois semaines. Voilà ce qu'elle disait :

« L'adoption de standards ouverts par les gouvernements est un facteur clé dans la construction de systèmes d'information interopérables qui sont ouverts, accessibles, justes et qui renforcent la culture démocratique et les pratiques de bonne gouvernance.

*ODF est un standard ouvert développé par un comité technique au sein du consortium OASIS. L'Afrique du Sud a rejoint les rangs grandissants des gouvernements nationaux à avoir adopté ODF l'année passée.*

*Il est malheureux que le numéro un sur le marché des logiciels de bureautique, qui jouit d'une domination considérable du marché, ait choisi, plutôt que de participer et de supporter ODF dans ses produits, de développer son propre standard de document concurrent.*

*Si ce format rencontre le succès, il est difficile d'imaginer comment le chevauchement de ces deux standards ISO va profiter aux consommateurs. Je me tourne vers les vendeurs pour leur demander d'être attentifs aux demandes des consommateurs mais aussi à celles des développeurs de logiciels libres. Je vous*

*en prie, travaillez ensemble pour produire des standards de documents interoperables. La prolifération de standards dans ce domaine est déroutante et coûteuse. »*

Madame Fraser-Moleketi : Le peuple de Norvège est avec vous et nous vous demandons pardon pour le comportement inacceptable de notre organisme de normalisation.

Notre victoire à l'ISO nous a été volée de 3 petits votes.

Sans les irrégularités en Norvège, on n'en serait plus qu'à 2 votes. On entend parler d'irrégularités similaires dans d'autres pays comme la France ou le Danemark. Changeons ces votes non-représentatifs. Evinçons OOXML de l'ISO.

Microsoft pense avoir remporté une bataille, mais je déclare que ce n'est pas encore terminé.

Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué et cet ours est encore bien vivant.



## Notes

[1] Une traduction Olivier (Framalang).

[2] Les photographies de la manifestation sont toutes issues du groupe OOXML du site Flickr.com.